



LISTE DES PIÈCES À FOURNIR

VOLET ADMINISTRATIF

- Lettre de demande d'aide adressée à l'attention de Mme la Directrice de l'ODE
- Demande d'aide financière dûment complétée et signée (à compléter au verso merci)
- Le document « conditions générales » paraphé et signé
- Attestation de non commencement des travaux, lors du dépôt de la demande de subvention

SECTEUR PUBLIC	SECTEUR PRIVE	SECTEUR ASSOCIATIF
<input type="checkbox"/> Délibération du conseil ou de l'organisme statutaire vous autorisant à mener cette opération <input type="checkbox"/> Présentation de l'organisme <input type="checkbox"/> 3 derniers comptes administratifs <input type="checkbox"/> RIB	<input type="checkbox"/> Extrait K bis / fiche INSEE <input type="checkbox"/> Statuts <input type="checkbox"/> Présentation succincte de l'entreprise <input type="checkbox"/> 3 dernières liasses fiscales <input type="checkbox"/> Coordonnées de la personne ressource <input type="checkbox"/> RIB	<input type="checkbox"/> Statuts <input type="checkbox"/> Publication au Bulletin Officiel <input type="checkbox"/> Comptes financiers des deux derniers exercices <input type="checkbox"/> Budget prévisionnel de l'année en cours <input type="checkbox"/> La liste des membres du Conseil d'Administration <input type="checkbox"/> Coordonnées de la personne ressource <input type="checkbox"/> Présentation de l'association <input type="checkbox"/> RIB

VOLET FINANCIER

- 1 estimatif
- Plan de financement prévisionnel
- Devis liés au projet faisant l'objet de la subvention

Une fois l'opération terminée

- Factures acquittées relatives à l'opération*
 (*Le paiement de l'aide se fera sur la base des factures acquittées)
- Décompte définitif des dépenses certifié conforme à la comptabilité accompagné du procès verbal de réception
- Les délibérations de financement des autres organismes
- Plan de financement final

VOLET TECHNIQUE

- Une présentation descriptive du projet
- Une étude d'impact
 - *En supplément pour les collectivités réalisant des travaux :*
- Un ordre de service de commencer les travaux
- Une attestation ou certificat du maître d'ouvrage, pour les personnes de droit public
- L'acte d'engagement
- La convention de réalisation